



**ACCORD AVEC PRESCRIPTIONS D'UNE DECLARATION  
PREALABLE - CONSTRUCTIONS ET TRAVAUX NON SOUMIS A  
PERMIS DE CONSTRUIRE**

**DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Commune de NOAILLES

019-211915103-20260224-DP191512600001-AI

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	Référence dossier
<b>Dossier déposé complet le 06 Janvier 2026</b>	<b>N° DP 19151 26 00001</b>
<p style="text-align: center;"><b>Par :</b> Monsieur Jean Baptiste André Marie GAILLARD</p> <p style="text-align: center;"><b>Demeurant à :</b> 366 Rue des Vieux Chênes 19600 NOAILLES</p> <p style="text-align: center;"><b>Pour :</b> Pose d'une installation photovoltaïque de 6kg sur le toit de la maison côté Est et Sud</p> <p style="text-align: center;"><b>Sur un terrain sis à :</b> 366 Rue des Vieux Chênes Cadastré : A281</p>	<b>Destinations : Habitation</b>

**Le Maire,**

Vu la demande de Déclaration préalable présentée le 06/01/2026 par Monsieur Jean Baptiste André Marie GAILLARD demeurant 366 Rue des Vieux Chênes à 19600 NOAILLES ;

Vu l'objet de la demande :

- **Pose d'une installation photovoltaïque de 6kg sur le toit de la maison côté Est et Sud ;**

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 08 octobre 2014 ;

Vu la modification du Plan Local d'Urbanisme approuvée le 29 novembre 2018 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions du UDAP-DP en date du 20 janvier 2026 ;

Considérant que l'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques désignés, Eglise de Noailles, les articles L 621-30, L621-32 et L632-2 du code du patrimoine sont applicables ;

Considérant que le projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du ou des monuments historiques ou des abords, mais qu'il peut cependant y être remédié, l'architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions ;

Considérant que le projet se situe en zone Ub du Plan Local d'Urbanisme ;

**ARRETE**

**ARTICLE UNIQUE** : Il n'est pas fait opposition à la Déclaration préalable visée au cadre ci-dessus, toutefois, les prescriptions suivantes devront être respectées :

Afin de permettre une meilleure intégration architecturale et paysagère des panneaux, limiter le dispositif à la rangée inférieure de panneaux, supprimer la seconde rangée

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
07021915103-20260224-DP191512600001-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/02/2026

Fait à NOAILLES

Le 19/02/2026,

Le maire,

  
Hervé BRUCY

**Pour information :**

- **ACHEVEMENT DES TRAVAUX** : A l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement, au titre du L 462-1 du code de l'urbanisme, une déclaration attestant cet achèvement et la conformité des travaux au permis délivré ou à la déclaration préalable est adressée à la mairie (vous pouvez utiliser le formulaire joint à la présente décision).
- **TAXE D'AMENAGEMENT** : Votre projet pourra être soumis à la taxe d'aménagement instaurée sur le territoire communal et départemental, et à la redevance d'archéologie préventive. Le cas échéant, vous recevrez une lettre d'information qui vous indiquera les sommes à payer et les modalités de règlement. Pour les demandes déposées après le 1<sup>er</sup> septembre 2022, une déclaration devra être effectuée par les redevables auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) via le service « Gérer Mes Biens Immobiliers ».
- **FIBRE** : Pour être éligible au très haut débit, votre bâtiment doit être adducté au réseau de télécommunication présent sur le domaine public : voir <http://www.agglodebrive.fr/les-competences/haut-debit/>
- **SANTE DU BATIMENT (radon, termites, mères)** : la Corrèze est concernée par la présence de radon (gaz radioactif inodore), de termites et de mères dans le sol. Pour préserver la santé de vos bâtiments, se référer aux mesures constructives accessibles sur le site [www.correze.gouv.fr](http://www.correze.gouv.fr) (rubrique « bâtiment et santé publique »)
- **ESPECES INVASIVES** : La Corrèze est concernée par la présence du moustique tigre et de l'ambrosie. A cet effet, toutes les mesures seront prises pour endiguer la prolifération du moustique tigre et supprimer les gîtes larvaires, ainsi que pour éviter la contamination des terres par les graines d'ambrosie (cf <https://www.nouvelle-aquitaine.ars.sante.fr/moustique-tigre-4> et <https://www.nouvelle-aquitaine.ars.sante.fr/ambrosie-une-plante-hautement-allergisante-pour-lhomme> )
- **PRECAUTIONS PHASE TRAVAUX** : Le maître d'ouvrage veillera à limiter les impacts sonores, les émissions de poussières, les pollutions de l'eau et du sol. Il assurera la sécurité aux abords du chantier en le clôturant s'il est en bordure de voie publique. Concernant la gestion des déchets du chantier : se référer au guide de la FFB <https://www.ffbatiment.fr/revues-guides/guides/mieux-gerer-les-dechets-de-chantier-de-batiment>

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions définies aux articles L2131-1 et L2132-2 du code général des collectivités territoriales.

La date d'affichage de l'avis de dépôt en Mairie est le :

**Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Cet arrêté devient exécutoire après sa transmission au préfet, et après l'affichage obligatoire mentionné au R424-15 du code de l'urbanisme (affichage par vos soins sur le terrain, et affichage en mairie par le service urbanisme).

Si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie (article R425-30).

Si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

019-211915103-20260224-DP191512600001-AI

**INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT**

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/02/2026

**AFFICHAGE:**

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel, le nom de l'architecte et la date d'affichage de l'autorisation en Mairie. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

**DEMARRAGE DES TRAVAUX :** Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire, et dès lors que la présente décision n'indique pas d'autres formalités prévues par d'autres législations. Vous signalerez le démarrage des travaux au moyen de la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) jointe à l'envoi de la présente décision. Avant le début des travaux, pour information rappels des obligations de déposer une Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux (DICT) afin de vérifier qu'il n'y ait pas des réseaux en domaine privatif ou en limite domaine public/privé.

**DURÉE DE VALIDITÉ :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre ou par voie dématérialisée, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

**DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

**OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre d'une décision relative à une autorisation d'urbanisme est d'un mois. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet.

Le délai de recours contentieux contre une décision mentionnée au premier alinéa n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique.

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

019-211915103-20260224-DP191512600001-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/02/2026



**MINISTÈRE  
DE LA CULTURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES  
NOUVELLE AQUITAINE**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
**Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine  
de Corrèze**

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/02/2026

Dossier suivi par : PORTAIS Jean-Christophe  
Objet : Dossier papier AU - DECLARATION PREALABLE

---

Numéro : DP 019151 26 00001 U1901

Adresse du projet :366 Rue des vieux chenes 19600 Noailles

Déposé en mairie le : 06/01/2026

Reçu au service le : 13/01/2026

Nature des travaux: 08131 Installation de panneaux solaires

Demandeur :

Monsieur GAILLARD Jean Baptiste André  
Marie

366 Rue des vieux chenes  
19600 Noailles

---

L'immeuble concerné par ce projet est situé en abords du ou des monuments historiques listé(s) en annexe. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du ou des monuments historiques ou des abords. Il peut cependant y être remédié . **L'Architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions.** Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Prescriptions motivées (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

(1)

Afin de permettre une meilleure intégration architecturale et paysagère des panneaux limiter le dispositif à la rangée inférieure de panneaux, supprimer la seconde rangée.

Fait à Tulle

Signé électroniquement  
par Camille DE MOUZON  
Le 20/01/2026 à 20:20

**L'Architecte des Bâtiments de France  
Madame Camille de MOUZON**

Cet avis ne constitue pas une décision définitive sur le dossier. Cette décision sera prise par l'autorité compétente chargée de délivrer les autorisations de travaux. Par conséquent, le demandeur ne peut pas débiter les travaux à la réception de cet avis.

En cas de désaccord avec l'Architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (Direction régionale des Affaires culturelles (DRAC) de

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Corrèze - Hôtel Lauthonie, 13 rue Riche, 19000 TULLE - 05 55 20 78 90 -  
udap.correze@culture.gouv.fr

Nouvelle Aquitaine - 54 rue Magendie, CS 41229 - 33074 Bordeaux) par lettre recommandée avec accusé de réception.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

019-211915103-20260224-DP191512600001-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/02/2026

**ANNEXE :**

Eglise situé à 19151|Noailles.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

019-211915103-20260224-DP191512600001-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/02/2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

019-211915103-20260224-DP191512600001-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/02/2026